

IMPACT DU COUT DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION SUR L'ECONOMIE CONGOLAISE : CAS DU CIMENT

Par

Dieudonné EKASONI AZOKOYO

Assistant 2 à l'Institut National du Bâtiment et des Travaux Publics (INBTP/Ngaliema)

RÉSUMÉ

Depuis 2017, les prix des matériaux de construction ont connu une série de crises à l'échelle mondiale. Ces crises sont dues à des facteurs tels que la reprise rapide de l'économie mondiale, la hausse des prix de l'énergie et les conflits géopolitiques. En conséquence, les coûts pour les entreprises de construction ont augmenté très significativement.

La République Démocratique du Congo offre des opportunités d'investissements et se trouve à la croisée des chemins menant vers la mise en place des grands projets et la réalisation de ces projets nécessite la mobilisation et l'utilisation accrue des matériaux de construction, en général et le ciment, en particulier. En effet, l'utilisation accrue du ciment génère un business dont l'exploitation des carrières de sable, gravier, moellon, amiante ainsi que le transport des matériaux, créent des emplois et fait booster l'économie.

A ce titre, le cout de revient du ciment constitue un enjeu majeur dans le développement et la croissance de l'économie congolaise, d'où une bonne analyse et maîtrise des déterminants du ciment par les entreprises leur permettra d'être compétitif et faire face à la concurrence.

Pour les consommateurs, il ne faudrait pas que le coût de revient du ciment puisse peser sur son vécu quotidien, à l'opposé si le coût est trop bas, cette situation ferait à ce que les entreprises ne réalisent pas de profit et par conséquent elles n'auront pas un avantage concurrentiel.

Quand bien même que l'usage du ciment comme matériaux de construction a des avantages cependant, le processus de sa production contribue à l'émission de gaz à effet de Serre. C'est à ce niveau que constitue le défi à relever, et donc les chercheurs devraient se focaliser de sorte que l'industrie du ciment ne soit pas le gros émetteur de CO₂ et des impacts environnementaux considérables ; il en va de soi pour la survie de la planète.

Cet article vise mettre en relief l'impact des matériaux de construction, en général et du ciment, en particulier, sur l'écologie.

Mots-clés : *Ciment, consommation, coût, croissance, économie, impact, matériaux de construction.*

ABSTRACT

Since 2017, building materials prices have experienced a series of crises on a global scale. These crises are due to factors such as the rapid recovery of the global economy, rising energy prices and geopolitical conflicts. As a result, costs for construction companies have risen significantly.

The Democratic Republic of Congo offers investment opportunities and is at the crossroads leading to the implementation of major projects, which require the mobilization and increased use of construction materials in general, and cement in particular. Indeed, the increased use of cement generates a business in which the exploitation of sand, gravel, rubble and asbestos quarries, as well as the transportation of materials, create jobs and boost the economy.

In this respect, the cost of cement is a major factor in the development and growth of the Congolese economy, which is why a good analysis and mastery of the determinants of cement by companies will enable them to be competitive.

Consumers should not let the cost of cement weigh on their daily lives; on the other hand, if the cost is too low, companies will not make a profit and therefore will not have a competitive advantage.

Although the use of cement as a building material has its advantages, the process of its production contributes to the emission of greenhouse gases. This is where the challenge lies, and so researchers should focus on ensuring that the cement industry is not the major emitter of CO₂ and considerable environmental impacts; it's a matter of course for the survival of the planet.

This article aims to highlight the ecological impact of building materials in general, and cement in particular.

Keywords: *Cement, consumption, cost, growth, economy, impact, building materials.*

1. INTRODUCTION

1.1 Contexte général

Bien qu'enclavée dans sa majeure partie, la République Démocratique du Congo, dont sa superficie est de 2.345.410 km², est classée comme deuxième plus grand pays d'Afrique, après l'Algérie et sur le plan mondial, elle occupe la onzième place. (Ministère du plan RDC, 2015). Sa population est caractérisée par l'importance de sa jeunesse, 60 % des habitants ont moins de 20 ans. La population de la République Démocratique du Congo est estimée à 102 millions d'habitants en 2023, ce qui en fait le 15^e pays le plus peuplé du monde.

Chaque année, la RDC a besoin de 3 945 555 nouveaux logements, soit 263 039. Kinshasa perd 143 092 logements chaque année. Selon l'INS, 69,9% des familles de la RDC sont propriétaires d'un logement (quelle que soit sa qualité).

Pour renforcer son unité nationale et faciliter son intégration régionale et surtout faire face aux défis de la mondialisation, chaque pays a besoin des infrastructures viables et un système de transport interconnecté.

Cette réalité est paradoxalement vécu comme un mythe dans un pays aux potentialités énormes comme le soulignent Sevillano Guitierrez, Khan Sahdia & Eugénie Crété (2019), *''malgré sa richesse en ressources naturelles, ce pays reste toujours pauvre où le taux des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté absolue (1,25 dollars par jour et par personne) était de 82% en 2012. Avec un indice de développement humain de 0,457, la RD Congo, malgré les efforts consentis, n'a pas atteint les objectifs du millénaire pour le développement à l'horizon 2015''*.

Le coût des matériaux de construction, notamment le ciment, a un impact significatif sur l'économie congolaise. Le ciment est un élément essentiel dans la construction de bâtiments, d'infrastructures routières et autres projets de développement, qui sont cruciaux pour la croissance économique du pays.

Cependant, le prix du ciment en RDC est relativement élevé par rapport à d'autres pays de la région, sa demande est en hausse constante, avec une consommation annuelle estimée à plus de 3 millions de tonnes, la production locale ne suffit pas à elle seule de couvrir les besoins de l'ensemble du pays, d'où un recours important aux importations dont les principaux fournisseurs sont l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Kenya, il sied de noter que les coûts du ciment importé ont fortement augmenté ces dernières années, en raison de la hausse des prix des matières premières et du fret international ce qui entrave l'accessibilité et la viabilité des projets de construction. Cela a des répercussions sur plusieurs secteurs de l'économie congolaise. La hausse du coût du ciment se répercute sur les prix des logements, des bureaux et des infrastructures, freinant ainsi l'investissement dans ces secteurs. Cela se traduit par une baisse de la compétitivité des entreprises de construction et un ralentissement de l'activité économique, les ménages à faible revenu sont les plus touchés, car ils n'ont pas les moyens de s'adapter à cette hausse des coûts.

Or, en République Démocratique du Congo avec la prédominance principale de la culture bantoue, posséder une propriété foncière confère une marque de considération et d'estime comme une personne ayant réussi dans la vie.

Armelle Choplin (2020) réaffirme que: *« construire en ciment c'est affirmer son droit à la ville étendue comme légitimation de sa présence en ville, comme moyen de se munir du déguerpissement ou tout simplement du droit de rester en ville. Ainsi la virilité des hommes se mesure aux tonnes de ciment coulé, c'est-à-dire être capable pour un homme revient à construire en dur »*.

Cependant, le marché du ciment n'enregistre pas seulement que des opportunités mais aussi des défis énormes tels que les contraintes logistiques, la pollution, la faible couverture des cimenteries, baisse des revenus des populations, la multiplicité de taxes, etc.

Le but de cet article est de montrer l'impact du coût des matériaux de construction et plus particulièrement du ciment sur l'économie congolaise. Les résultats de cette recherche aideront les décideurs et les entrepreneurs à adopter des stratégies afin de juguler la flambée de prix du ciment sur le marché local.

1.2 Problématique

Tout bien que nous possédons ou service sollicité à un coût. Il en est de même pour le travail humain, celui-ci est évalué à un coût appelé « taux de salaire ». Chaque personne veut vendre ses biens ou services pour afin gagner de l'argent qui lui permet d'acheter ce dont il a besoin pour sa survie (Afrique mémoires).

De ce fait, le coût est un élément principal qui confère la valeur d'un bien ou service sur le marché. Le prix d'un bien ou service est fonction de l'offre et de la demande (la concurrence est une résultante de l'offre et la demande) sur le marché, il a une grande incidence sur l'entreprise et il permet d'obtenir des profits. Par conséquent, la flambée des prix montre qu'il existe un déséquilibre entre l'offre et la demande du ciment sur le marché.

C'est pourquoi, la fixation du coût d'un bien est fonction de plusieurs paramètres tels que : tarifs, loyers, droits, honoraires, péages, primes, cotisations, ou encore appelé prix de vente ; par la suite d'autres facteurs se sont ajoutés à cette liste (publicité, promotion, vendeur). Jadis, ce prix de vente résultait de la négociation entre l'acheteur et le vendeur.

En RD Congo, la consommation du ciment est estimée à 35 kg par habitant par an, ce chiffre est inférieur à ceux de certains pays voisins tels que l'Afrique du Sud 250 kg/hab., Nigéria 100, Zambie 60, Kenya 55. (Ministère du Plan de la RD Congo, 2009)

Etant donné que la production actuelle annuelle en RD Congo se situe autour de 500.000 tonnes et en considérant le cas de figure où la consommation par habitant du ciment pourrait égaliser celle du Kenya, le dernier pays de la liste ci haut-citée, la demande nationale en 2022 devait dépasser 5 millions de tonnes (pour une consommation de 55 kg par habitant par an de ciment pour 96.768.082 d'habitants). Par ailleurs, considérant l'importance des projets des chantiers de construction que le Gouvernement et les autres entreprises ou organismes comptent réaliser, la demande nationale serait plus de 5 millions de tonnes.

1.3 Questions de recherche

Cependant, cet état de chose tel que ci-haut décrit suscite en nous certaines questions suivantes :

- Le coût du ciment aurait-il un impact sur l'économie congolaise ?
- Quels seraient les déterminants du coût du ciment en RD Congo ?
- Quels seraient les défis et les opportunités de ce secteur ?

1.4 Hypothèses de recherche

Eu égard aux questions posées ci-dessus, nous pourrions avancer les hypothèses suivantes :

- Le coût des matériaux en général et celui du ciment en particulier a un impact sur la croissance de l'économie congolaise et donc à la croissance du PIB. Les coûts des matériaux de construction dépendent de la loi de l'offre et de la demande sur le marché, malheureusement en RDC on constate un déséquilibre criant c'est-à-dire le point d'équilibre est loin d'être établi puisque l'offre étant trop petite face à la demande de plus en plus grandissante.

Ceci nous conduit à affirmer qu'il y a un déficit de production et Etienne COLLIN et al, (2009) notent que cela engendrent des conséquences : *''le ralentissement dans la réalisation des projets aussi bien publics que privés ; le prix du ciment est artificiellement haut par manque d'offre de ciment ; la difficulté de pourvoir de l'industrialisation locale des produits dérivés du ciment ; l'importation à prix élevés de ciment de moindre qualité, alors que le calcaire local est de très bonne qualité''*

En outre, au-delà de ce qui précède, il faudrait souligner que l'instabilité politique crée un climat d'incertitude des affaires.

- La consommation du ciment par habitant par an est fonction du prix, du PIB (Produit intérieur brut), de politique publique mise en place, du taux d'inflation. -Le secteur du ciment dispose des opportunités en République Démocratique du Congo à cause de sa superficie, sa croissance démographique, de la présence de plusieurs projets de construction et surtout de la disponibilité des gisements des matières premières.

Ce secteur de la production de ciment fait face à d'importants défis environnementaux, notamment en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre. La production de ciment est très énergivore et émet de grandes quantités de dioxyde de carbone (CO₂), qui est un gaz à effet de serre majeur.

En RD Congo, les usines de ciment utilisent encore beaucoup de combustibles fossiles, ce qui aggrave leur empreinte carbone.

Les dirigeants doivent, face à ces défis environnementaux en RD Congo, s'engager dans une transition vers des pratiques plus durables, cela passe par l'adoption de technologies propres, l'utilisation de combustibles plus verts, le recyclage des déchets, etc.

2. METHODES ET MATERIELS

Dans le cadre de cet article, nous avons recouru à l'utilisation de la méthode mono quantitative qui s'appuie sur la revue documentaire où il est recommandé de recourir aux données secondaires. En collectant les données à partir de celles qui existent déjà, cela nous a permis d'avoir comme avantage un gain de temps.

Or, la recherche secondaire exige le recours aux techniques d'échantillonnage probabiliste afin que partant des résultats obtenus, la généralisation soit faite à toute la population concernée (Shiam Rizkallah, 2022).

Dans ce cas, il nous est difficile de recueillir des données auprès de la population complète et qu'il n'y a pas possibilité d'obtenir un cadre d'échantillonnage qui contient des strates ou des grappes pour avoir les données statistiques.

Par contre, nous avons remarqué qu'il existe un cadre d'échantillonnage qui contient des motifs périodiques, ce qui nous a permis à faire un choix sur la technique d'échantillonnage aléatoire simple. C'est ainsi qu'en se basant sur l'annexe 1 sur les 9 cimenteries existantes en République Démocratique du Congo, dont 3 en inactivité, nous avons sélectionné d'une manière aléatoire deux d'entre elles, à savoir CIMKO et CINAT ont fait l'objet d'une étude approfondie dans le cadre nos recherches.

Tenant compte que la récolte des données secondaires ne nécessite pas un contact face à face, nous nous sommes contentés à analyser les états financiers de ces deux entreprises, les indicateurs macroéconomiques, les revues, les articles et tant d'autres documents relatifs au marché du ciment.

Cette revue de littérature a été complétée par l'évolution du marché de ciment dans quelques pays africains tels que Nigéria, Algérie, Egypte, Kenya et Afrique du Sud. Ceci nous a permis à comprendre l'environnement auquel évolue le marché du ciment dans notre pays par rapport à d'autres pays africains.

La question du coût du ciment a été analysée avec beaucoup d'attention, nous avons essayé d'établir une corrélation entre la consommation du ciment et certaines variables telles que le PIB, l'évolution de prix, l'inflation. A l'issue de cette analyse, nous avons tracé les graphiques dont leur interprétation nous a permis comprendre l'environnement auquel évolue ces entreprises.

3. ANALYSE DES DONNEES

Après la revue de littérature, il est question ici de procéder une analyse de l'impact du coût du ciment sur l'économie congolaise.

En effet, nous savons que la réalisation du profit d'une entreprise dépend de la vente de ses produits et donc de coût de revient de ceux-ci. C'est ainsi que dans cette étude, nous allons d'abord détailler la structure de fixation du coût ciment en établissant une liste exhaustive des déterminants du coût moyen d'un sac de ciment de 50 kg en RD Congo, ensuite nous procéderons à une analyse financière de la Cimenterie du Kongo (CIMKO) et de la Cimenterie Nationale (CINAT) et enfin interviendra la discussion des résultats obtenus ainsi qu'à la conclusion et les recommandations.

3.1. Les déterminants du coût de revient d'un sac de ciment de 50 kg en RD Congo

De façon générale, les différents coûts d'un produit sont constitués par un ensemble des charges supportées par l'entreprise partant de l'exploitation des biens ou de prestation des services.

Selon l'Assemblée Nationale (2008), "les éléments constitutifs du coût de revient du sac de ciment de 50 kg sont : le prix des matières premières, autres charges (frais indirects), marge bénéficiaire et diverses taxes".

La structure de prix du ciment en RD Congo est fixée en fonction de "l'Arrêté ministériel 030/CAB/MIN-ECO et COM/2013 du 02 octobre 2013 portant mesures d'exécution du décret-loi du 20 mars 1961 relatif au prix" ; qui réglemente le prix de revient du ciment au niveau local.

Selon ce tableau, le coût de production d'un sac de ciment Portland de 50 kg est de 8,8\$ tandis que le coût de revient est fixé 10,42\$, à celui-ci il faudrait ajouter les coûts logistiques qui sont fonction de la distance de transport (prix du carburant), de l'état des infrastructures routières, de manutentions, etc.

Données statistiques des variables en lien avec le cout de revient du ciment République Démocratique du Congo.

Pour mieux analyser nos hypothèses, nous avons pensé explorer une corrélation entre les variables PIB/hab, le prix du ciment, la consommation/hab/an, le taux d'inflation. Les données récoltées nous ont permis à produire le tableau suivant en vue d'une meilleure interprétation sur l'impact du prix sur ciment sur l'économie congolaise.

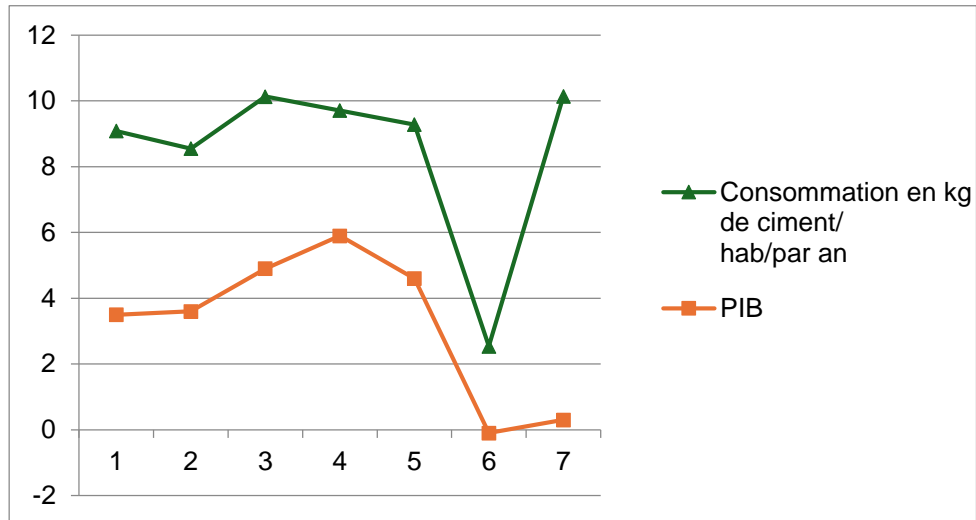
Tableau n° 1 : Variables en lien avec le coût du ciment

Année	PIB/Hab.	Consommation	Population	Consommation en kg de ciment/Hab./par an	Des prix/sac	Taux d'inflation
2011	3,5	420268	75259000	6	14,6	15,5
2012	3,6	385206	77817000	5	12,5	9,3
2013	4,9	420975	80462000	5	10,54	1,2
2014	5,9	316911	83197000	4	12,02	1,2
2015	4,6	397970	85026000	5	12,61	1,8
2016	-0,1	229967	87151700	3	12,11	5,9
2017	0,3	881733	89592000	10	10,02	53,5

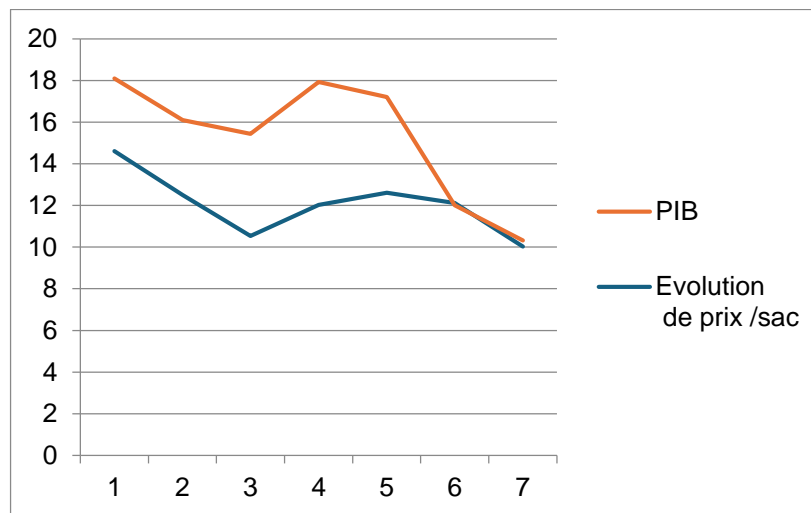
Source : Recherches personnelles (tirées du cahier sectoriel ANAPI-à partir des données de CEPI, 2013 et du Rapport de l'Assemblée Nationale sur la problématique de l'industrie et du commerce du ciment en RDC, Novembre 2008).

Partant des données du tableau ci-dessus, nous avons tracé les graphiques ci-après :

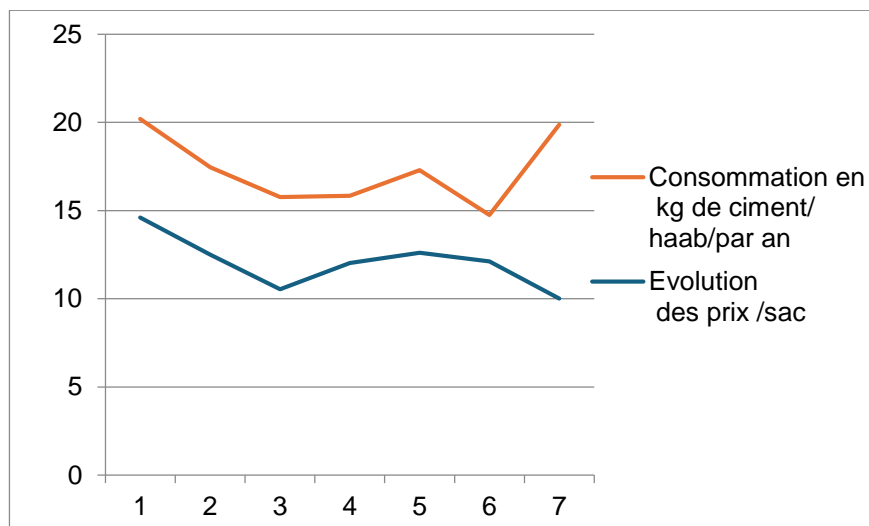
Graphique n°1 : Consommation en kg de ciment /Hab/an et PIB/Hab



Graphique n°2 : Evolution de prix/sac de ciment et PIB/Hab



Graphique n°3 : Consommation en kg de ciment /Hab./an et Evolution de prix/sac du ciment



Graphique n°4 : Taux d'inflation et Evolution de prix/sac de ciment

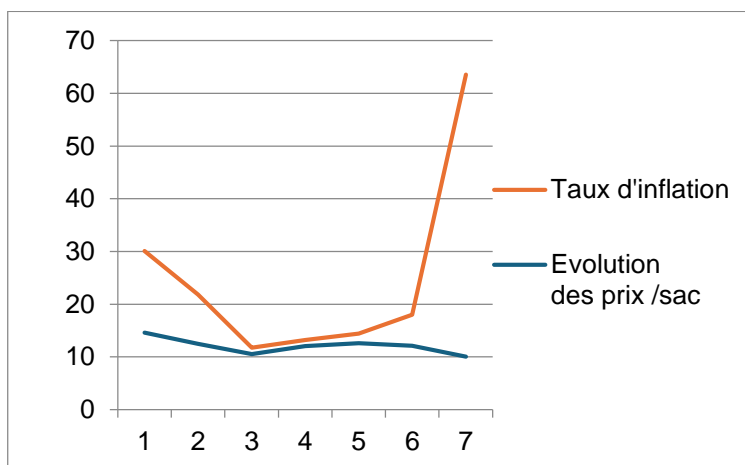
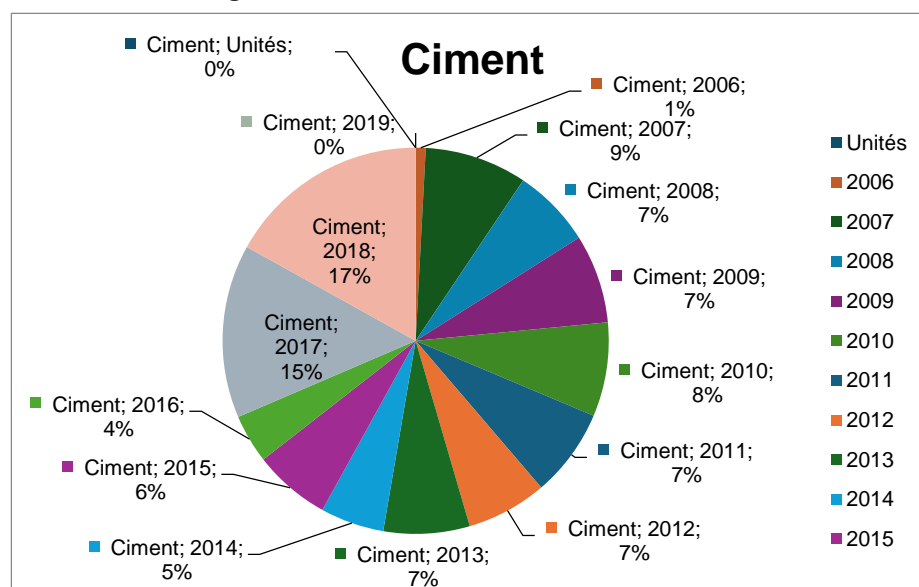


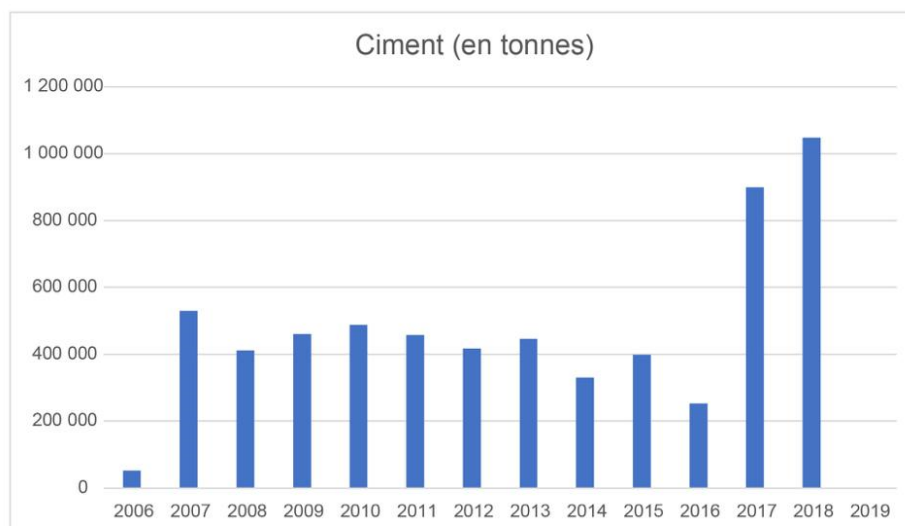
Tableau d'Interprétation des graphiques 1 à 4

N° Graphique	Variabes	Interprétation
1	Consommation en kg de ciment / par hab/an - PIB/bab	De 2011 à 2012, nous constatons une faible croissance du PIB avec une faible consommation du ciment et cette situation a changé pour la suite de 2012 à 2013 où les deux courbes reprennent une même allure pour atteindre une hausse de 2012-2014 et 2016-2017 et ensuite une baisse de 2014 à 2016. Cette analyse nous pousse à affirmer que la consommation du ciment est en corrélation avec le PIB.
2	Evolution de prix/sac de ciment - PIB/bab	L'observation de ces courbes montre qu'il existe un lien entre le prix du ciment et le PIB. Les deux courbes ont la même allure tant au niveau de la croissance que celui de la baisse.
3	Consommation en kg de ciment / par hab/an - Evolution de prix/sac de ciment	De 2011 à 2013, quand bien même qu'il y a eu diminution du prix du ciment, la consommation a au contraire chuté, ceci s'expliquerait que le Gouvernement après les élections de 2011, n'avait pas encore lancé les travaux de réhabilitation des infrastructures sociales de base. Et la situation a été favorable après 2016, la chute des prix a favorisé le développement des infrastructures, ce qui confirme notre hypothèse où l'impact du ciment prix dans le développement et la croissance de l'économie congolaise.
4	Taux d'inflation - Evolution de prix/sac de ciment	De 2011 à 2012, la baisse du taux d'inflation a contribué positivement à la baisse du coût de ciment pour les consommateurs, par contre cette situation a été désavantageuse pour les cimentiers où durant la période de 2013 à 2017, les prix ont chuté pendant que le taux d'inflation est passé de 1 à 2 chiffres.

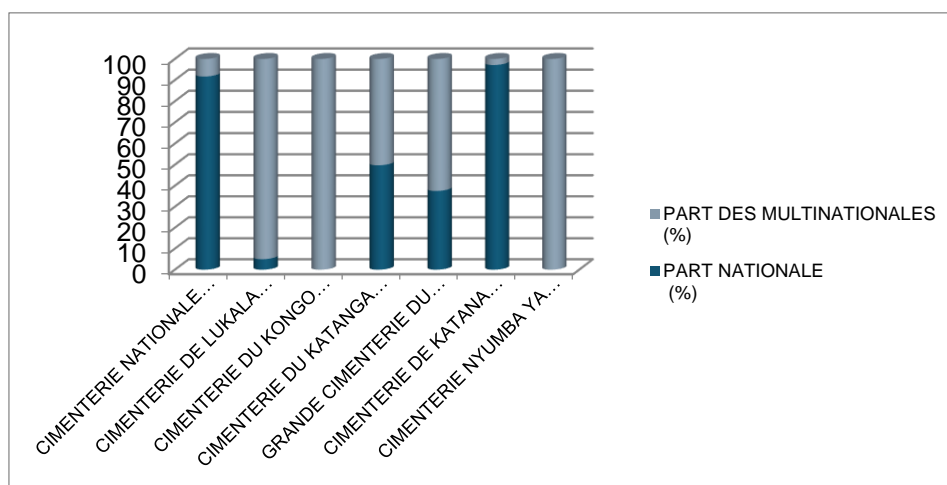
Graphique n°5 : Part du ciment du ciment par rapport à d'autres produits agricoles



Graphique n°6 : Evolution du volume de production du ciment de la R.D.C de 2006 à 2019



Graphique n°7 : Parts des cimenteries



3.2. Evolution du volume de la vente du ciment dans certains pays africains en 2013

Au Nigéria, le volume de vente du ciment au dernier trimestre en 2013 avait enregistré une hausse par rapport aux derniers trimestres, et la structure des prix a été bien orientée conformément à l'initiation des coûts. L'évolution du marché était très bonne, mais l'augmentation de la consommation du ciment a été de courte contrainte par conjoncture économique. Au premier trimestre 2014, la demande a été réduite à cause de la production insuffisante dans le pays, et

au troisième trimestre, par la saison pluvieuse couplée avec une baisse d'activités des projets d'infrastructures due aux préparatifs de l'organisation des élections générales qui devaient avoir lieu au premier trimestre 2015.

En Algérie, les ventes du ciment avaient une croissance 12% aux trois premiers trimestres, ce qui avait permis un équilibre entre l'offre et la demande en ciment dans le pays et une attention particulière a été focalisé sur les matériaux innovants. Par contre, au troisième trimestre 2013, la vente du ciment est restée stable par rapport à 2012 à cause des travaux de maintenance. On a noté le développement des activités de livraison du béton pour l'emploi pour combler les besoins aux chantiers.

A Kenya, Les activités de construction le premier trimestre de 2013 avait enregistré une note positive où la vente du ciment en volumes avait connu une progression de 1% par rapport aux trois derniers trimestres, cependant les prix moyens très bas par rapport à 2012.

En Afrique du Sud, après une situation difficile passée au deuxième trimestre 2013 dues grèves nationales et des élections générales de mai 2013, les tendances du marché de construction ont été bonnes. La vente du ciment avait néanmoins diminué de 6% par rapport aux trois premiers trimestres de 2013 et de 1% troisième trimestre. Cette vente avait aussi connu un bouleversement suite à la présence d'un nouveau concurrent sur le marché. On avait noté une croissance à deux chiffres de la vente des granulats durant les trois premiers trimestres de l'année 2013 et le dernier a été marqué par le lancement des projets routiers.

3.3. Analyse financière de la CIMKO et de la CINAT

L'analyse financière se fait sur base de la détermination des états financiers et des ratios tels que spécifiés à l'annexe3. Les ratios suivants sur base des états financiers des entreprises CIMKO et CINAT dont les détails sont décrits ci-après :

3.1.1. Analyse des données de la Cimenterie du KONGO

Tableau n°2: Interprétation des résultats

N°	RATIO	30/09/2016	30/09/2015	Variation	Interprétation
1	FRN	5900	6300	-6,35%	En 2015, l'entreprise avait une bonne santé financière, mais la situation a commencé progressivement à dégringoler en 2016, c'est à la veille de la crise financière mondiale. De ce fait, en 2016 les fonds de roulement ont chuté de 6,35% comparativement en 2015. Ceci étant, CIMKO avait quand même d'une bonne santé financière, c'est-à-dire elle disposait des investissements à long terme et l'excédent avait permis de couvrir son cycle de vie, en d'autres termes en terme de trésorerie, l'entreprise avait une bonne marge de sécurité.
2	BFR	9000	16700	-46,11%	De 2015 à 2016, le BFR avait connu une amélioration au moins petite performance de 46,11%. Néanmoins cette situation n'est pas à souhaiter, car CIMKO procédait au paiement de ses fournisseurs avant d'être payé par ses clients avec comme conséquence une baisse remarquable de trésorerie.
3	TN	-3100	-10400	-70,19%	Pendant cette période, la CIMKO avait recouru à des prêts ou des découverts et en agissant ainsi, son avenir était de plus en plus compromis, quand bien même qu'elle pouvait réaliser de bénéfices, elle était soumise à des charges excessives qui ne lui permettait d'avoir une bonne trésorerie. De ce fait, cette cause serait due aussi au coût de revient du ciment.
4	ROCE	0,85	0,82	2,72%	Comme ci-haut évoqué, la CIMKO avait réalisé quand même de bénéfices mais elle est étreinte par des contraintes budgétaires.
5	ROE	-2,65	15,03	-117,61%	L'année 2015 a été meilleure par rapport à 2016, ce qui signifie que la santé financière de l'entreprise avait connu une baisse de 117,61%.

N°	RATIO	30/09/2016	30/09/2015	Variation	Interprétation
6	Taux de marge nette	-1,24	5	-124,88%	CIMKO ne disposait pas d'une bonne marge nette, cette situation s'est encore amplifiée en 2016 avec une chute de 124,88%. Ceci pour s'expliquer du fait que tout ce que l'entreprise réalisait comme bénéfice était utilisé immédiatement pour le paiement de toutes ses charges.
7	Marge opérationnelle	-1,00	5,86	-116,97%	En 2015, CIMKO avait réalisé un peu de bénéfice et en 2016, à la veille de la crise financière mondiale, la situation n'était pas encourageante. A cela s'ajoute une autre raison, du temps car le temps alloué à la réalisation des activités n'était pas suffisant.
8	Taux d'endettement (Gearing ou Effet de levier)	52,38	78,24	-33,05%	Au cours de ces années, le taux d'endettement de l'entreprise était supérieur au seuil maximum toléré de 33%. Ce qui constituait un risque pour elle, car les investisseurs hésitent de courir des risques pour voler au secours pour les entreprises qui ont un taux d'endettement plus élevé que le seuil ci-haut mentionné.
9	Ratio de liquidité générale	3,1	0		En 2016, CIMKO avait plus la capacité de plus payer ses dettes qu'en 2015, ceci peut être dû à l'augmentation de production ou plus au changement des stratégies de management.
10	Ratio de liquidité réduite	0,58	0,73	-20,63%	Etant donné que le Ratio de liquidité réduite (restreinte) <1, cela signifie que CIMKO avait éprouvé de difficultés énormes de paiement de ses engagements
11	Ratio de liquidité immédiate	0,74	0,54	37,43%	Comme ce ratio est inférieur à 1, cela veut dire que CIMKO n'avait pas assez de liquidité pour payer ses dettes.
12	EBITDA	-1	7	-114,29%	En 2016, la rentabilité de la CIMKO avait chuté de 114,29% par rapport à 2015.
13	EBITDA/Chiffre d'affaires	-2,5	1,2	-308,33%	Tous les ratios étant inférieurs à 25%, cela veut dire que les objectifs de l'entreprise ne sont pas atteints et surtout l'année 2016 a été pire pour la CIMKO à cause des effets de la crise financière
14	Dettes nettes/EBITDA	-9900	2157,14	-558,94%	Idem

N°	RATIO	30/09/2016	30/09/2015	Variation	Interprétation
15	Dettes nettes /Capitaux propres	52,38	78,24	-33,05%	Tous les ratios étant inférieurs à 50%, ce qui veut dire l'entreprise était moins rentable, mais néanmoins la filière de ciment contribue énormément à la croissance économique.

Source : Recherches personnelles

Remarque : Le calcul des ratios économiques et financiers est spécifié à l'annexe 1

3.1.2. Analyse des données de CINAT

L'analyse des données de CINAT a été faite sur base des états financiers de 2006 à 2009.

Tableau synoptique des résultats n°3

	2006	2007	2008	2009
FRN	-7060288769	-10812378730	-17114224953	-17262292215
BFR	-3965784630	-6603001135	-10440243382	-18670267611
TN	-3094504139	-4209372595	-6673981571	1407975396
Taux d'endettement	0,377	0,567	0,541	0,669
Indépendance financière	0,568	0,236	0,199	0,171
Degré de permanence des ressources financières	0,568	0,397	0,199	0,202
Ratio de liquidité générale	0,3632	0,2346	0,2384	0,126
Ratio de liquidité réduite	0,1656	0,0363	0,0556	0,045
Ratio de liquidité immédiate	0,00809	0,00378	0,02327	0,00084

Source : Recherches personnelles

3.1.3. Interprétation des données de CINAT

Le calcul de ces ratios prouve que cette entreprise étatique avait rencontré beaucoup de difficultés dans sa gestion, et cette situation a été exacerbée par la crise financière mondiale de 2007 à 2008.

L'analyse de ce tableau ci-dessus nous fournit les interprétations suivantes :

Tous les ratios de fonds de roulement, de besoin de fonds de roulement, de trésorerie nette étant négatifs, cela signifie que l'entreprise n'avait pas une bonne santé financière et les investisseurs ne pouvaient pas prendre des risques

pour s'y engager, d'ailleurs plusieurs tentatives de privatisation entreprises se sont vouées à l'échec.

Nous remarquons que l'évolution de la trésorerie nette a évolué négativement sauf durant la période en étude sauf l'année 2009, cela signifie que CINAT avait connu des traversés une période difficile de trésorerie, et pour y faire face celle-ci avait fait recours à des prêts ou des découverts, ces difficultés de fonctionnement seraient dues à la crise financière mondiale de 2007 à 2008, à cela s'ajoute d'autres situations telles que l'inflation, l'évolution du coût de ciment, le revenu des ménages, le ralentissement des projets de construction, etc. Les bonnes performances de 2009 seraient à amélioration progressive des indicateurs macroéconomiques après la crise financière.

Tous les taux d'endettement pendant la période sous examen étant supérieurs à 33,3%, cette situation montre que l'indépendance financière était compromise. Cela confirme notre analyse ci-dessus selon laquelle que l'entreprise recourait à des prêts pour financer ses activités de production de ciment.

Quant aux ratios de liquidité générale, liquidité restreinte et liquidité immédiate, étant donné que tous les ratios sont inférieurs à 1, cela signifie que la CINAT avait éprouvé d'énormes difficultés de paiement de ses engagements.

4. DISCUSSION

Cette étude que nous venons de mener sur ces deux grandes entreprises de cimenteries prouvent que :

- Le coût des matériaux de construction en général et celui du ciment en particulier a un impact sur la croissance de l'économie congolaise, ceci se fait remarquer sur les graphiques 1, 2, 3 et 4 à partir des corrélations établies entre la consommation en kg de ciment/Hab./an et PIB/Hab, l'évolution de prix/sac de ciment et PIB/Hab, la consommation en kg de ciment /Hab./an et l'évolution de prix/sac du ciment ainsi que le taux d'inflation et évolution de prix/sac de ciment.

- Le secteur du ciment dispose des opportunités en République Démocratique du Congo à cause de sa superficie, sa croissance démographique, de la présence de plusieurs projets de construction et surtout de la disponibilité des gisements des matières premières. Par contre, ce secteur fait face à d'importants défis environnementaux, notamment en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre où nous avons montré que la production d'une tonne de ciment émet 850 kg de CO₂ et proposer que les recherches soient focalisées vers les matériaux innovants.

Nous savons que les matériaux de construction dont le ciment a une part importante dans l'économie congolaise, étant donné que l'utilisation du ciment dans la construction exige sa composition avec d'autres matériaux pour produire du béton ou mortier. Or la confection des bétons et mortiers crée un business autour de l'exploitation des carrières de sable, de gravier et de moellons ainsi les commissions de location véhicules, etc.

La performance des entreprises dépend de la vente de leurs productions, c'est ainsi que le prix joue un rôle déterminant pour la réalisation du profit. Comme nous l'avons dit ci-haut que le coût du ciment est constitué des éléments suivants : le prix des matières premières, autres charges (frais indirects), marge bénéficiaire et diverses taxes.

Les résultats de cette étude montrent que toutes les deux entreprises avaient rencontré presque les mêmes difficultés de gestion à des moments et endroits différents. La détermination et l'interprétation des ratios économiques et financières nous ont permis à connaître l'environnement économique auquel les cimentiers évoluent. Cependant, pouvons-nous affirmer que les difficultés auxquelles que sont confrontées ces entreprises résultent-elles seulement de problème de gestion ?

L'analyse de ce tableau montre que tous les ratios de rentabilité économique et financière calculés de la CIMKO ont connu une baisse sensible de 2015 à 2016, la raison principale serait due à la crise financière de 2007-2008, dont les effets se faisaient sentir vers 2016. Etant donné que les prix des constituants du ciment augmentent sensiblement sur le marché intérieur d'une part et d'autre par les entreprises locales évoluent dans un contexte de concurrence avec le ciment importé qui bénéficie de l'exonération quand bien même que la qualité de de ciment reste à discuter. A ceci il faudrait aussi ajouter, la multiplicité des taxes aux quels sont soumises les entreprises nationales et les contraintes logistiques pour la distribution du produits jusqu'aux coins les plus reculés afin de prétendre un développement.

Pour y faire face, les cimentiers doivent développer des stratégies de management et plus particulièrement de marketing afin de préserver sa clientèle tout faisant la conquête des clients de ses concurrents. Tout ceci montre les difficultés auxquelles sont confrontées ces entreprises.

L'enjeu crucial est la maîtrise du coût, car si le ciment est très cher, ce qui fait les plus démunis n'auront pas accès à matériau précieux, donc on connaîtrait un retard de développement et la consommation de ciment par personne par an sera inférieure à la moyenne requise. Dans ce cas, la population pourrait recourir à la culture constructive, c'est-à-dire l'emploi dans la construction, des matériaux locaux tels que les briques cuites, adobes, les chaumes pour la couverture des maisons, etc. Si par contre, le coût sur le

marché du ciment serait très bas, ce qui ferait que les entreprises ne réaliseront pas de bénéfice et par conséquent, étant en difficulté de fonctionnement, elles seront vouées à la faillite. De ce fait, cette situation constitue un défi pour le Gouvernement où il doit prendre de mesures incitatives afin d'accorder plus de chances et facilités aux entreprises nationales afin que le ciment puisse avoir plus d'impact sur la croissance de l'économie congolaise. Nous avons remarqué que le Gouvernement accorde plus de facilités pour l'importation du ciment et des matières premières, au lieu de promouvoir les entreprises et les ressources locales. La RDC regorge plusieurs gisements et d'autres matériaux pour la production du ciment, alors celles-ci ne sont pas suffisamment exploitées. Comment expliquer un pays aux dimensions d'un continent puisse disposer seulement que 6 cimenteries nationales ? Et pourquoi encore de deux poids deux mesures en défaveur des entreprises locales ?

Le prix du ciment étant tributaire de plusieurs des conditions macroéconomiques, pour que la filière du ciment puisse jouer son rôle, il faudrait une stabilité économique. Nous avons démontré dans cette étude qu'il existe une corrélation entre la consommation du ciment et les variables suivantes : le PIB, l'inflation, le prix, etc.

D'où l'augmentation du PIB, la réduction du taux d'inflation contribuent positivement à la baisse du coût et par conséquent il y aurait augmentation de la consommation du ciment, cela favoriserait le développement le secteur des infrastructures et contribuerait à l'amélioration des conditions socio-économiques des populations locales.

Un autre défi est les préoccupations environnementales dans le processus de production du ciment, ce qui remet en cause l'hypothèse de ciment comme matériaux durable. En effet, le processus de la production d'une tonne de ciment du ciment à partir du clinker dégage 850 kg de CO₂ (gaz à effet de serre) dont celui-ci est responsable du réchauffement climatique. (Simon Cottin-Marx ,2022).

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Notre démarche à travers ce projet de recherche a consisté à répondre notre préoccupation qui était formulée à travers les questions les questions suivantes : Le coût du ciment a-t-elle un impact sur l'économie congolaise ?, Quels sont les déterminants du coût du ciment en RD Congo ? Quels sont les défis et les opportunités de ce secteur ?

Pour répondre à ces questions, les hypothèses suivantes ont été avancées :

- Le coût des matériaux en général et celui du ciment en particulier a un impact sur la croissance de l'économie congolaise et donc à la croissance du PIB. Les coûts des matériaux de construction dépendent de la loi de l'offre et

de la demande sur le marché. Par contre, l'instabilité des prix des matériaux de construction dont le ciment conduirait à des conséquences économiques néfastes.

La consommation du ciment par habitant par an est fonction du prix, du PIB, du taux d'inflation et des indicateurs macroéconomiques d'un pays.

- Le secteur du ciment dispose des opportunités en République Démocratique du Congo à cause de sa superficie, sa croissance démographique, de la présence de plusieurs projets de construction des infrastructures sociales de base et surtout de la disponibilité des gisements des matières premières. Cependant, comme ci-haut énoncé, ce secteur ne dispose pas seulement des opportunités mais également d'énormes défis tels que l'émission de gaz à effet de serre où les dirigeants doivent faire choix judicieux entre la croissance économique et le développement durable.

A travers la revue de littérature, nous avons montré que le prix est un élément déterminant qui pour l'acquisition d'un bien ou service. Le prix étant dépendant des conditions des marchés et l'environnement macroéconomiques, pour qu'une entreprise puisse réaliser des profits, il faudrait la prise en compte de plusieurs variables et que l'équilibre entre l'offre et la demande soit établi. Si le prix du ciment est élevé par rapport à la moyenne requise et que si le marché est monopole, dans ce cas, l'entreprise pourrait avoir un avantage, par contre dans le cas de marché oligopole, la consommation sera revue à la baisse, car le revenu des populations très bas et d'autre part existence de plusieurs concurrents, les entreprises tout évitant d'avoir des invendus, vont développer des stratégies pour rechuter le prix inférieur à la moyenne, cette situation conduirait les entreprises à des faillites ou à délocaliser les usines vers les sites qui disposent des matières et des projets d'infrastructures, ce qui réduirait le coût de production et permettrait à celles-ci de réaliser des profits.

Cependant, la consommation du ciment dépend de certains variables telles que le PIB, le prix, l'inflation et de l'état de la santé dans le domaine des infrastructures. Ceci nous a conduit à travers des graphiques à démontrer qu'il existe bel et bien une corrélation entre les différentes variables et la consommation du ciment.

Le tableau de l'évolution du volume de production du ciment et des principaux produits agricoles de la R.D.C de 2006 à 2019 et du graphique de l'évolution du volume de production du ciment de la R.D.C de 2006 à 2019 prouvent à suffisance que le ciment le ciment à un impact direct sur l'économie congolaise. Nous avons remarqué les parts internationales sont supérieures aux parts nationales dans la constitution des capitaux des usines des cimenteries (Graphique n°7).

Etant donné que la performance des entreprises dépend de prix du ciment, nous avons démontré notre hypothèse selon laquelle le prix des matériaux de construction a un impact sur l'économie congolaise. En procédant à la récolte des données secondaires des entreprises œuvrant dans le domaine de la cimenterie. Nous nous sommes focalisés à l'étude de cas de la cimenterie du Kongo (CIMKO) ainsi de la CINAT, les états financiers de la celles-ci nous ont permis à calculer les ratios économiques et financiers. L'interprétation de ces ratios nous a révélé effectivement que malgré contraintes auxquelles les producteurs sont confrontés, la filière du ciment a un impact direct sur l'économie congolaise mais également celle-ci décèle certaines les producteurs et les consommateurs sont confrontés. En analysant l'évolution de la production du ciment par rapport à d'autres produits, nous remarquons que cette filière contribue énormément dans le développement, et donc il a un impact positif sur l'économie congolaise. Cependant, les défis liés aux préoccupations environnementales restent encore non élucidés.

Le mauvais record des ratios que nous avons déterminés ci-dessus ne signifie pas la faible participation de la filière dans l'économie congolaise, mais plutôt cela décrit le climat d'affaires auquel les entreprises de production de ciment sont soumises. Les deux cas de figure étudiés des entreprises œuvrant dans les circonstances de temps et de lieux différents, leurs résultats sont presque similaires (environnement économique) qui ne leur est pas favorable, quand bien même qu'ils pouvaient réaliser de profits, mais étant soumis à charges d'exploitation et des taxes élevés, cela ne devraient qu'accroître leur degré de vulnérabilité.

Dans cette étude, nous pensons que si nos dirigeants agiraient en faveur la revalorisation des ressources locales, cela pourrait donner une bouffée d'oxygène aux entreprises locales, et donc la filière du ciment aurait plus d'impact sur l'économie congolaise. La multiplication des taxes affaiblies et n'est pas favorable pour les investissements des industries locales, car les bailleurs préfèrent œuvrer dans les pays qui leur offrent plus de facilités afin de réaliser plus de profits ou communément appelés paradis fiscaux.

Eu égard à ce qui précède, nous pouvons formuler les recommandations suivantes :

- Encourager l'investissement en faveur des ressources locales ;
- Accorder les mêmes facilités d'exonération aux entreprises nationales que les entreprises celles accordées aux entreprises internationales ;
- Créer les conditions en faveur de l'amélioration des indicateurs macroéconomiques ;
- Améliorer le revenu des populations ;
- Améliorer la santé du secteur de construction des infrastructures en développant les grands chantiers de construction.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. OUVRAGES ET REVUES

- Hughes TOTO (2018). Capacités et contraintes des industries du Corridor Ouest-RDC
- Michel Folliet (2011). Ciment et croissance, tendances mondiales
- Michel Folliet (2011). Le ciment, entre responsabilité écologique et impératifs économiques
- Sevillano Guitierrez, Khan Sahdia & Eugénie Crété (2019). Fiche de réponse abrégée détaillée République Démocratique du Congo (Sud-Est) : cultures constructives locales pour des habitats durables et résilients

II. TEXTES OFFICIELS

- Assemblée Nationale (2008). Rapport relatif aux travaux de la cellule de réflexion sur la problématique de l'industrie et du commerce du ciment en République Démocratique du Congo
- Banque Mondiale-BAD/Min.Plan RDC (2017). Annuaire statistique
- Ministère de l'industrie-COPIREP (2009). Etude sur les opportunités de valorisation industrielle du ciment en République Démocratique du Congo
- Min. de l'Industrie-ANAPI (2020). Guide de l'Investisseur.
- ONU-Habitat (2020). Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 21 décembre 2020

III. THESES, ARTICLES ET AUTRES DOCUMENTS

- Armelle Choplin (2020), La Vie du Ciment en Afrique. Matière grise de l'urbain. doi 10.4000/com.13469
- Barjot Dominique. L'innovation dans les travaux publics (XIXe-XXe siècles). Une réponse des firmes au défi de la demande publique ? doi : <https://doi.org/10.3406/hes.1987.1447>
- Chatelain Abel (2018). Une grande industrie motrice française attardée : le Bâtiment. In: Annales. Economies, sociétés, civilisations
- BCDC (2018). De la stabilisation à la croissance économique soutenue et durable : enjeux et perspectives
- BCDC (2018). Bulletin mensuel d'informations statistiques
- BACD/OCDE (2008). Perspectives économiques en Afrique
- CIMKO (2016). Comptes annuels.
- Etienne COLLIN et al.(2009). Etude sur les opportunités de valorisation industrielle du ciment en du République Démocratique Congo. Rapport final définitif.
- FEC(2007). Etat de lieu de l'économie congolaise
- Hlady Rispal, M. & Jouison-Laffitte, E. (2015). La contribution des méthodes qualitatives au développement du champ de l'entrepreneuriat.

Revue de l'Entrepreneuriat, 14, 15-40.

<https://doi.org/10.3917/entre.141.0015>

- Simon Cottin-Marx (2022). La transition écologique (à reculons) de l'industrie du ciment européenne. <https://mouvements.info/la-transition-ecologique-a-reculons-de-lindustrie-du-ciment-Europeenne>
- USINE NOUVELLE (2020). À la poursuite du ciment vert
- UU-MBA 715-FR (2022). Pratiques de recherche : Semaine 1-Aperçu du sujet
- UU-MBA 715-FR (2022). Pratiques de recherche : Semaine 3-Aperçu du sujet
- UU-MBA 711-FR (2022). Mémoire : Semaine 1-Aperçu du sujet
- UU-MBA 711-FR (2022). Mémoire : Semaine 4-Aperçu du sujet
- UU-MBA 711-FR (2022). Mémoire : Semaine 8-Aperçu du sujet
- UU-MBA 711-FR (2022). Mémoire : Semaine 9-Aperçu du sujet
- UU-MBA 711-FR (2022). Mémoire : Semaine10-Aperçu du sujet

IV. WEBOGRAPHIE

- <https://archive.wikiwix.com/cache/?url=https%3A%2F%2FAtlasocio.com%2Fclassements%2Fdemographie%2Fpopulation%2Fclassement-etats-par-population-monde.php>.
- <https://housingfinanceafrica.org/fr/countries/democratic-republic-of-the-congo/>
- <https://www.google.com/search?client=firefox-b-d&q=Place+de+RDC+en+Afrique++en+ terme+de+superficie>
- <https://bricoleurpro.ouest-france.fr/dossier-5-ciment.html>
- <https://www.radiokapi.net/2022/02/08/actualite/economie/projet-de-developpement-de-145>
- <https://wazabusiness.com/demarrer-entreprise-ciment-congo-kinshasa/>
- <https://www.africmemoire.com/part.3-chap-i-consideration-generale-du-marche-2098.html>
- <https://www.africmemoire.com/part.1-introduction-797.html>
- <https://wazabusiness.com/demarrer-entreprise-ciment-congo-kinshasa/>
- <https://www.africmemoire.com/part.1-introduction-797.html>
- <https://www.l-expert-comptable.com/a/529650-qu-est-ce-que-le-fonds-de-roulement-definition-et-calcul.html>
- <https://go.sellsy.com/blog/taux-de-marge-taux-de-marque-marge-brute-et-marge-nette-savoir-les-calculer-pour-mieux-piloter-votre-entreprise>
- https://www.google.com/search?client=firefox-b-d&sxsrf=ALiCzsZyCBsT44axtyo6O_Mv1rsfiR_Ak0hg:1671574880542&q=Comment+interpr%C3%A9ter+ le+ratio+de+ liquidit%
- <https://www.petite-entreprise.net/P-1789-88-G1-l-utilite-des-ratios-de-liquidite.html>
- <https://comptabilite.ooreka.fr/astuce/voir/536859/ratio-de-liquidite>

- <https://libeo.io/blog/gestion-de-tresorerie/ratio-de-liquidite>
- <https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-comptable-et-fiscal/1445174-taux-d-endettement-definition-calcul-pour-un-credit-immobilier/>
- <https://www.compta-online.com/taux-de-marge-comment-le-calculer-et-interpreter-ao2656> Marge opérationnelle
- <https://fiches-pratiques.chefdentreprise.com/Thematique/comptabilite-1098/FichePratique/est-est-rentabilite-capitaux-propres-RCP-61542.htm>
- [https://www.google.com/search?client=firefox-b-d&sxsrf=ALiCzsYRBMTmj7XIFcl5lJVrOuGgUYbnvA%3A1671398262131&lei=doOfY8zEB5qF9u8P4-r0Aw&q=marge opérationnelle négative&ved](https://www.google.com/search?client=firefox-b-d&sxsrf=ALiCzsYRBMTmj7XIFcl5lJVrOuGgUYbnvA%3A1671398262131&lei=doOfY8zEB5qF9u8P4-r0Aw&q=marge+opérationnelle+négative&ved)
- <https://www.capital.fr/economie-politique/tresorerie-nette-definition-et-calcul-1414708>
- <https://agicap.com/fr/article/tresorerie-nette-definition-calcul-analyse/>
- <https://www.lemagdelentreprise.com/dossier-751-roce.html>
- <https://www.cairn.info/revue-de-l-entrepreneuriat-2015-1-page-15.htm>

ANNEXE 1 : CALCUL DES RATIOS ECONOMIQUES ET FINANCIERES

1°. Fond de roulement (FRN)

Le fonds de roulement est le montant qu'une entreprise dispose pour payer les dettes de ses fournisseurs, ses employés et la totalité de ses dépenses de fonctionnement, avant l'intervention de la rémunération de ses clients. Ainsi $FR = \text{capitaux permanents-immobilisations nettes}$ ou en encore $FR = \text{actifs circulants-dettes à courts termes}$

2°. Besoin en fonds de roulement (BFR)

Le besoin en fond de roulement (BFR) est une variable importante pour tout entrepreneur. Il représente la somme que l'entreprise doit disposer en permanence pour le financement de ses activités.

Formule :

$$BFR = \text{Emplois} - \text{Ressources}$$

$$BFR = \text{Stocks en cours} + \text{Clients et comptes rattachés} - \text{Fournisseurs et comptes rattachés} - \text{Dettes fiscales et sociales}$$

3°. Trésorerie nette (TN)

La trésorerie nette d'une entreprise représente les sommes qu'elle être capable de mobiliser à court terme.

Formule : $TN = FRN - BFR$

4°. Rentabilité économique (ROCE)

Le ratio de rentabilité économique appelé communément en anglais return on capital employed, est une variable de performance financière importante. Elle fait référence à la résilience d'une entreprise face aux capitaux mis en œuvre ; c'est-à-dire aux capitaux déployés par l'entreprise pour financer sa production

Formule : $ROCE = \frac{EBIT(1-T_c)}{CE}$, où :

EBIT= Résultat net

CE= Total actifs-Passifs à court terme

Taux d'imposition= 30%,

Le ROCE aide l'entreprise à connaître le bénéfice réalisé (résultat opérationnel) pour chaque dollar investi dans son activité. Un ROCE d'une valeur minimum de 20% est considéré comme meilleure, par contre si le $ROCE < 0$, l'entreprise ne peut réaliser de bénéfice et par conséquent l'EBIT est négatif.

5°. Rentabilité de capitaux propres (ROE)

Elle permet d'évaluer le retour sur investissement de chaque associé au sein d'une entreprise.

$$ROE = \frac{\text{Resultat net} \times 100}{\text{Capitaux propres en valeur comptable}}$$

6°. Taux d'endettement (Gearing ou effet de levier)

Le taux d'endettement est un concept qui est employé par les banquiers, car le permet de connaître la capacité d'une entreprise à contracter un emprunt.

$$\text{Formule : Taux d'endettement} = \frac{\text{Dette} \times 100}{\text{Capitaux propres}}$$

7°. Marge nette

Marge nette ou encore appelée marge bénéficiaire permet de connaître la rentabilité globale d'une entreprise.

$$\text{Formule : Taux de marge nette} = \frac{\text{Resultat net} \times 100}{\text{Chiffre d'affaires}}$$

8°. Taux de marge opérationnelle

Il permet de connaître le pourcentage des ventes capable d'être converti en richesse pour la détermination de la rentabilité économique d'une entreprise.

$$\text{Formule : Taux de marge opérationnelle} = \frac{\text{Resultat opérationnelle} \times 100}{\text{Chiffre d'affaires}}$$

Ratio de liquidité générale

C'est la capacité que possède une entreprise à respecter des engagements à court terme.
Formule : Ratio de liquidité générale = Actif à court terme / Passif à court terme

10°. Ratio de liquidité réduite (restreinte)

Il permet d'évaluer la performance d'une entreprise à s'y prendre en faisant recours à ses actifs liquides (argent, placements, actions, etc.).

Formule : Le Ratio de liquidité réduite (restreinte) se calcule de deux manières suivantes

-Ratio de liquidité réduite (restreinte) = (actifs circulants - stocks) x 100 / dette à court terme d'un an.

-Ratio de liquidité réduite (restreinte) = (créances clients + disponibilités) x 100 / dette à court terme d'un an.

11°. Ratio de liquidité immédiate

Il permet de calculer la capacité d'une entreprise à payer ses engagements à court terme, c'est-à-dire évaluer sa solvabilité à court terme.

$$\text{Ratio de liquidité immédiate} = (\text{Actif circulant} - \text{Stocks} / \text{Dettes à court terme}) \times 100$$

12°. Ratio Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization (EBITDA)

C'est un indicateur financier qui sert à évaluer la rentabilité financière du processus de production d'une entreprise au cours d'une période donnée.

Formule : EBITDA = Chiffre d'affaires hors taxes - (achats + charges extérieures + charges de personnel + autres charges)